



*Mareva Sabatier, professeur
des Universités en sciences
économiques à l'IAE Savoie
Mont Blanc - USMB*

*Directrice de l'IREGE
(Institut de recherche en
gestion et en économie)*

**DECouvrez TOUS LES « PROPOS
DE CHERCHEURS » SUR :**
[www.fondation-usmb.fr/propos-
de-chercheurs](http://www.fondation-usmb.fr/propos-de-chercheurs)



PETROLE : LA BAISSSE DES COUTS POURRAIT DESSERVIR LA TRANSITION ENERGETIQUE

Durant cette période de confinement, source de nombreux questionnements et remises en cause, la Fondation de l'Université Savoie Mont Blanc donne la parole aux chercheurs dans le cadre de sa chronique "Soigner les maux avec des mots". Aujourd'hui, Mareva Sabatier, directrice de l'IREGE (Institut de recherche en gestion et en économie), professeur des Universités en sciences économiques IAE Savoie Mont Blanc – USMB, revient sur l'effondrement des cours du pétrole et sur ses possibles conséquences.

Resituons tout d'abord le contexte : pourquoi les cours du pétrole se sont-ils brutalement effondrés le 21 avril ?

Il y a deux raisons à cela. La pandémie a d'une part entraîné une forte chute de la demande d'abord en Chine, premier importateur mondial, puis dans un second temps dans le reste du monde avec la diffusion du Covid-19. Entre février et avril, la baisse a atteint moins 30 %, c'est du jamais vu !

L'offre était d'autre part au plus haut en raison d'une guerre des prix entre les pays de l'Opep/Russie et les Etats-Unis. Les premiers ont ouvert les vannes avant la pandémie pour inonder le marché. Ils voulaient faire chuter les cours et mettre en difficulté leur concurrent américain. Il faut savoir que depuis 2018, les USA sont les premiers exportateurs de pétrole. Ils exportent principalement du pétrole dit non conventionnel plus coûteux à la production car plus complexe à extraire et à raffiner que le pétrole dit conventionnel, produit par les pays de l'Opep, notamment.

Mais pourquoi des prix négatifs ?

Le 21 avril, les contrats à terme, pour livraison du pétrole en mai et conclus à un moment où le baril était plus haut, sont arrivés à échéance. En l'absence de demande vu que l'économie mondiale est à l'arrêt, les acheteurs ont préféré décliner ces commandes et payer une prime de non-respect des contrats plutôt que de réceptionner leur matière première. Les capacités de stockage étant

saturées, les prix se sont écroulés. Le baril est passé de 24 dollars à 2 dollars puis à... moins 37 dollars le 21 avril!

Fin avril, les pays de l'Opep et la Russie se sont enfin entendus pour restreindre leur production sans que cela soit, pour l'instant, suivi des faits mais la tendance devrait rester baissière tant que l'activité économique est réduite.

En temps normal, ce serait plutôt une bonne nouvelle pour les pays consommateurs de pétrole... Mais quelles sont les conséquences dans le contexte actuel ?

Dans les pays consommateurs de pétrole, la baisse est effectivement perçue comme une bonne nouvelle en temps normal. Une réduction du prix du baril, qui se répercute sur l'activité des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages, est plutôt favorable à la croissance : à titre d'exemple, on estime qu'une baisse de 10 dollars du baril entraîne une croissance de 0,2% et 0,4% du PIB sur un an.

Mais pour l'instant, on ne consomme pas, les usines produisent moins et on n'a pas besoin de chauffage donc personne n'en profite réellement.

A moyen terme, cette baisse des coûts pourrait surtout desservir la transition énergétique, le pétrole devenant encore plus avantageux que les énergies renouvelables. Or en période économique difficile, tout ce qui permet de faire des économies risque d'être bon à prendre.

On peut également s'attendre à une baisse de la capitalisation boursière de grands groupes comme Total qui vont eux aussi moins investir.

Et pour les pays producteurs ?

Une autre conséquence de cette crise peut être géopolitique. Les pays producteurs vont être fragilisés.

Les Etats-Unis risquent de faire face à une vague de faillites dans les industries pétrolières et parapétrolières ce qui signifie moins de croissance donc moins de consommation. Or les USA sont un vecteur important de la consommation mondiale.

Les autres Etats pétroliers ont, quant à eux, une économie souvent très fortement dépendante du pétrole, qui représente par exemple 95% des exportations du Venezuela ou 70 % de la Russie. Ils vont devoir affronter d'importantes difficultés d'ordre économique qui vont accroître les inégalités voire entraîner des troubles géopolitiques déstabilisateurs pour l'économie mondiale.